



L'Histoire des brevets d'invention : de la Grèce antique jusqu'à aujourd'hui

Cocktail annuel du LES-Québec

25 Avril 2018

Serge Lapointe, PhD

Associé et Agent de brevets

FASKEN

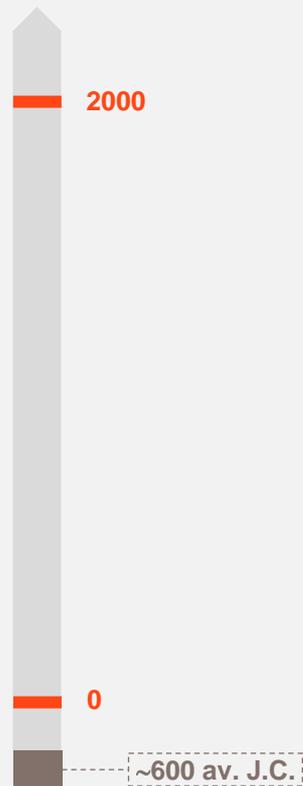
▼ **26 avril : journée mondiale de la Propriété Intellectuelle (PI)**





©Wiley Ink, inc./Distributed by Universal Uclick via Cartoonstock

La Grèce antique : les premiers balbutiements



- **Monopole** : *monos* (seul) et *polein* (vendre)
- **600 ans avant J.C** : Sybaris, opulente colonie grecque au sud de l'Italie
- **Droit exclusif** : spécialités gastronomiques locales

La Grèce antique : les premiers balbutiements

2000



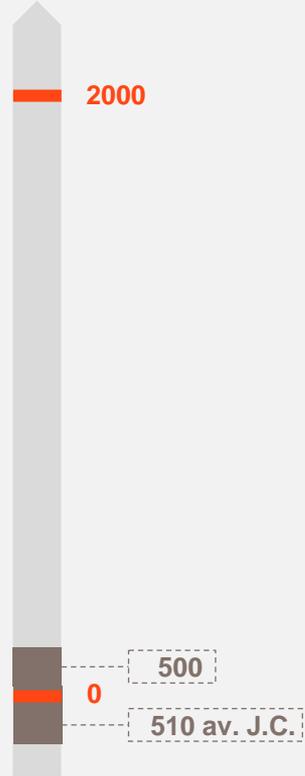
0

~600 av. J.C.

« Si quelque traiteur ou chef de cuisine inventait un plat d'une qualité exceptionnelle, tel était son **privège que nul autre que lui-même ne pouvait en adopter l'usage avant une année** afin que le premier à inventer puisse (seul) posséder le droit de le réaliser pendant cette période, de manière à **encourager les autres à exceller** par de telles inventions dans une vive **compétition** »

Le Banquet des Sages d'Athénée,
livre 12, chapitre 20
(IIIe siècle ap. JC)

La Grèce antique : les premiers balbutiements



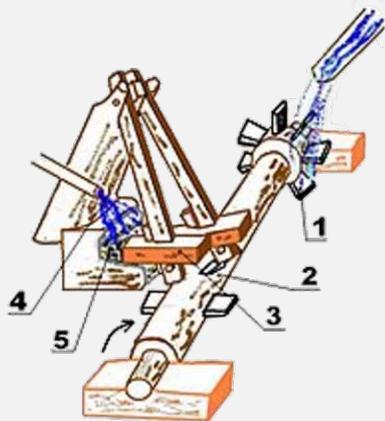
La loi de Sybaris s'éteignit en 510 av. J.C.

Durant 1000 ans : pratique courante pour les villes-États de la Grèce antique d'accorder des **monopoles locaux aux inventeurs**.

Fin des monopoles au V^e siècle avec la conquête par l'Empereur Byzantin Zénon (règne de 474 à 491 av. J.C.)

Le Moyen Âge

2000

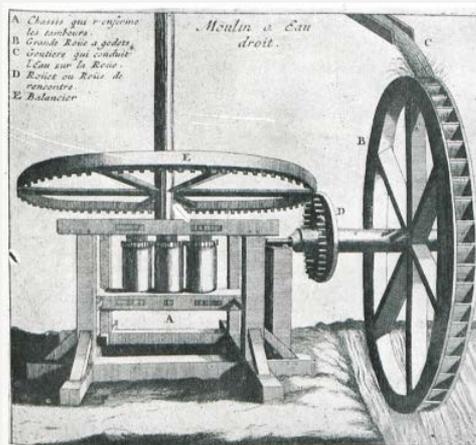


Moulin foulon oblique
(Xe siècle)

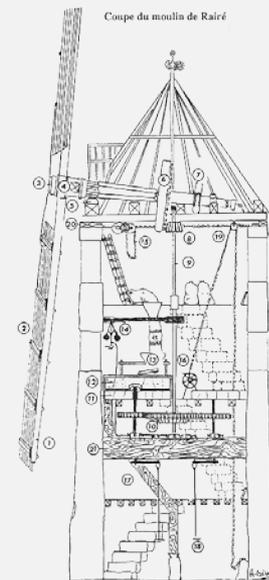
1501

901

0



Moulin à eau
(XIe siècle)



Moulin à vent
(XIIe siècle)

Le Moyen Âge : les systèmes de privilèges



Philippe Le Bon
Duc de Bourgogne

Fin du Moyen Âge : **Systèmes de privilèges accordés par des souverains**

Exemples de monopole accordés :

- Moulins à vent
(Seigneur de Normandie, an 1105)
- Fabrication de tissus colorés
(Maire de Bordeaux, an 1250)
- Gisements miniers
(Roi de Bohême, 1271-1305)
- Mine d'argent
(duc de Bourgogne, 1449)

Le Moyen Âge : les systèmes de privilèges



« *Lex Privata* » et « *Lettres Patentes* » :

- Requête argumentée
- Intérêt public
- Droit exclusif limité dans le temps et espace

Le système des privilèges s'étend à travers l'Europe

2000

1501

901

0

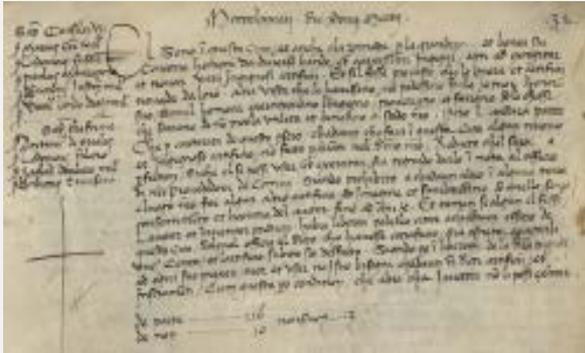
▼ Venise : mère du brevet « moderne »



- **République de Venise** : puissant empire maritime et commercial
- **Innovations** : digues, écluses, pompes et autres dispositifs aquatiques
- Verrerie et fabrication de lunettes astronomiques par **Galilée**
- **Plusieurs privilèges** au cours des années 1400

▼ Venise : mère du brevet « moderne »

2000



1474

0

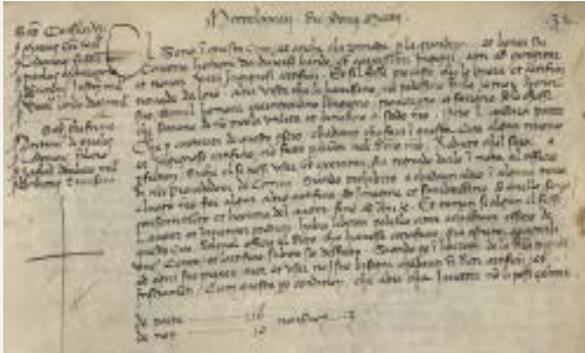
Promulgation en 1474, de la **première loi sur les brevets**, la *Parte Veneziana*

Énonce pour la première fois les **quatre principes de base** justifiant la création de toute loi sur les brevets :

- **encouragement** à l'activité inventive;
- **compensation** des frais encourus par l'inventeur;
- **droit de l'inventeur** sur sa création; et
- **utilité sociale** de l'invention.

▼ Venise : mère du brevet « moderne »

2000



1474

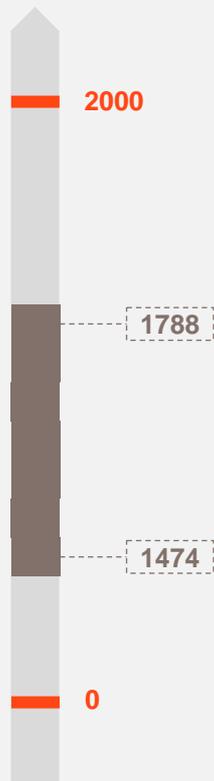
0

Invention doit respecter certains **critères**:

- « **nouvelle** » sur le territoire de la République (critère de nouveauté locale);
- « **ingénieuse** » (critère de d'inventivité ou de non-évidence); et
- « au point, de manière à être **utilisée et appliquée** » (critère d'utilité).

Ces trois mêmes critères sont essentiellement demeurés inchangés jusqu'à nos jours!

▼ Venise : mère du brevet « moderne »

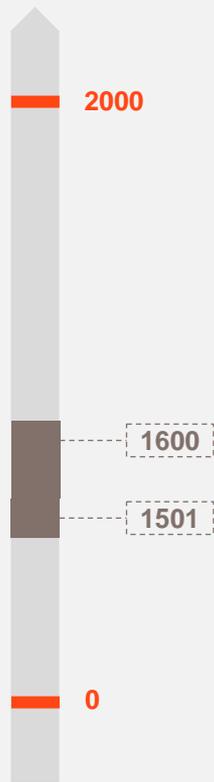


Particularités :

- **monopole de 10 ans**
- contrefacteur était mis à l'**amende** et les objets contrefaits **détruits**
- retrait du monopole dans les cas où l'inventeur n'exploite pas son invention

Plus de **1750 privilèges vénitiens** furent ainsi délivrés de 1474-1788 suivant l'adoption de la *Parte Veneziana*

▼ L'âge du mercantilisme : les abus des systèmes de privilèges



- **Mercantilisme** : Accumulation de la richesse et réduction de la dépendance des États envers les importations
- Promesses de monopole pour des inventions ou la simple *importation* de produits ou technologies
- Favoritisme des « importateurs » face aux inventeurs
- Arbitraire : l'escroquerie, favoritisme et corruption
- Privilèges abusifs et prix gonflés
- Mauvaise réputation des « *Litterae Patentes* » royales

Le « Statute of Monopolies » d'Angleterre

2000

1623

0

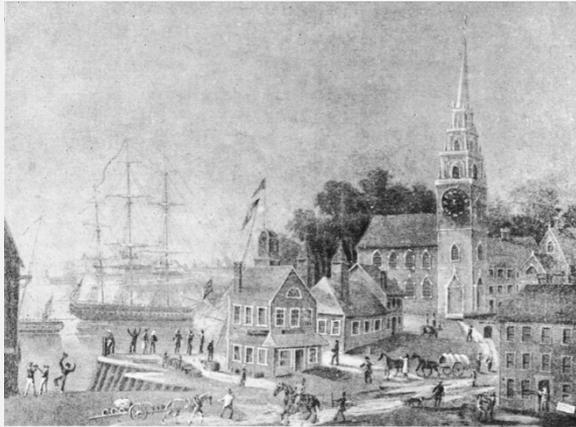
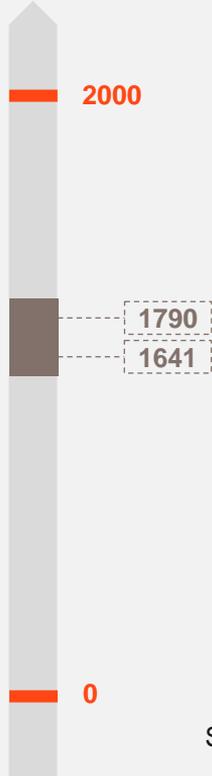


Statute of Monopolies en 1623 :

- d'abroger tous les monopoles alors existant, sauf ceux portant sur « toute espèce nouvelle de fabrication dans ce royaume »;
- de limiter les monopoles aux « modes d'industries inconnues dans le Royaume »; et
- de limiter la durée des monopoles à 14 ans.

Poursuite des abus et démantèlement de ce système en 1640 (restauration en 1660)

▼ L'Amérique : les États-Unis de 1641 à 1790

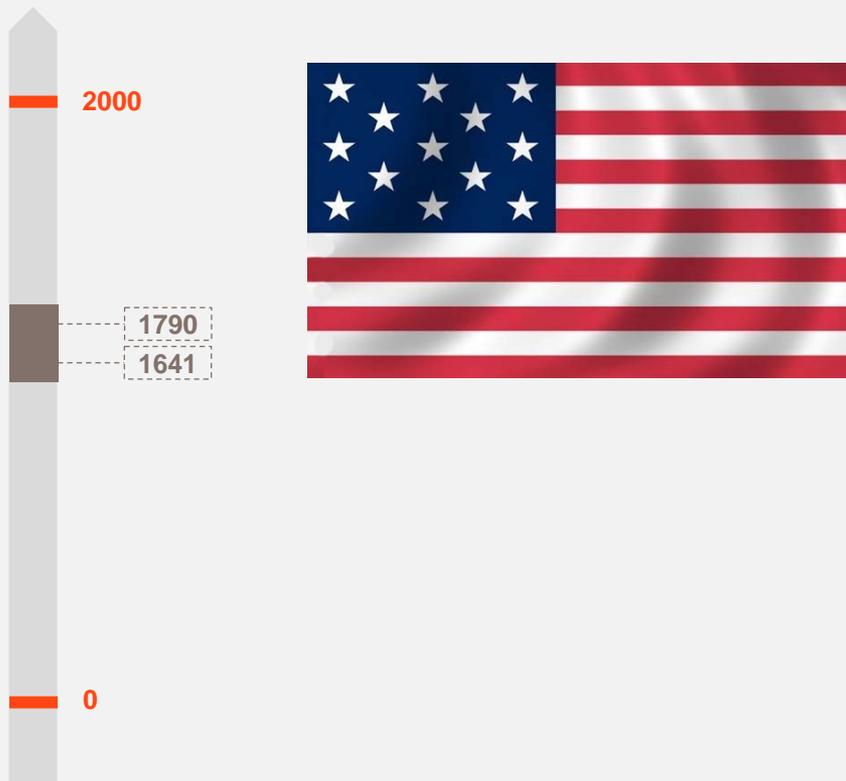


Bien avant la Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776, 10 des 13 colonies s'étaient déjà dotées de lois régissant les brevets et le droit d'auteur.

Premier brevet d'Amérique fut délivré en 1641 par le Massachusetts à Samuel Winslow pour une méthode de production du sel.

Source : *Whitmore collection (Charlestown, Massachusetts)*

▼ L'Amérique : les États-Unis de 1641 à 1790



Droit moral, inhérent et sacré des inventeurs est intégré dans la **Constitution** des États-Unis :

- L'article 1, section 8, paragraphe 8 de la Constitution de 1787 attribut au Congrès le **devoir de garantir le droit exclusif des inventeurs**

*"To promote the progress of science and useful arts, by **securing** for limited times to authors and inventors **the exclusive right** to their respective writings and discoveries."*

Adoption du « **Patent Act** » en 1790 :

- Inventeur doit affirmer ou jurer qu'il croit réellement **être le premier inventeur**;
- il doit fournir une **description** suffisamment claire et précise pour permettre de **reproduire** son invention.

▼ L'Amérique : le Canada de 1534 à 1869



2000

1869

1534

0



Régime français (1534-1763) :
aucune activité de brevet

1763 : Capitulation de la France
et signature du *Traité de Paris*

- Les brevets Britannique peuvent être étendus à la nouvelle colonie

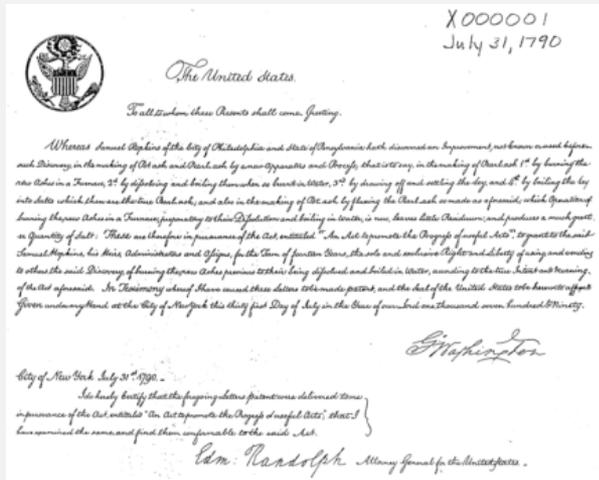
L'Amérique : le Canada de 1534 à 1869

2000

1869

1534

0



1791 : Ordonnance du Gouverneur de Québec délivrant les **2 premiers brevets au Canada**, pour de nouvelles méthodes de préparation de la potasse

Contrefacteur : Amende de 10 shillings par livre

L'un des 2 brevets est délivré à Samuel Hopkins, également titulaire du tout **premier brevet américain** (X0000001, 21 juillet 1790)

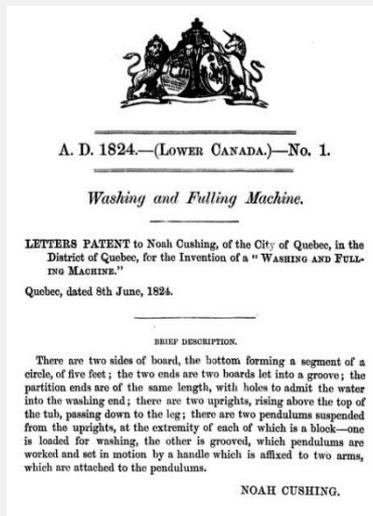
▼ L'Amérique : le Canada de 1534 à 1869

2000

1869

1534

0



Plaque commémorative
du brevet de Cushing au
lieu historique national Du
Parc-Montmorency
N 46° 48.791 W 071° 12.255

1824 : Adoption de la première loi sur les brevets dans la Province du Bas-Canada

8 juin 1824 : **Premier brevet canadien** délivré à Noah Cushing de la ville de Québec pour un moulin à foulon (pour le foulage de la laine)

1826 : Adoption de la première loi sur les brevets de la Province du Haut-Canada

14 juillet 1826 : premier brevet du Haut-Canada délivré à Nicol Hugh Baird de la ville de York pour une méthode de construction de ponts

▼ L'Amérique : le Canada de 1534 à 1869



2000

1840 : Acte d'Union (Lord Durham) et consolidation des 2 lois sur les brevets

1869

1^{er} juillet 1867 : Acte de l'Amérique du Nord Britannique et création du Dominion du Canada (le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse)

1534

1869 : Adoption de la **première loi sur les brevets** applicable pour l'ensemble du Canada

0

XIX^e siècle : l'avènement du brevet moderne

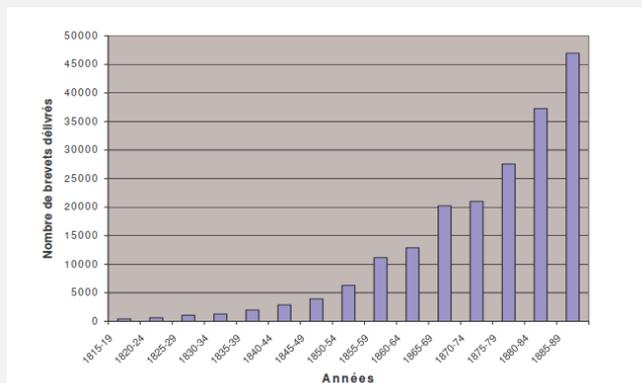


Figure 1 : Moyennes annuelles, par périodes quinquennales, du nombre total de brevets délivrés en Autriche-Hongrie, en France, dans les États allemands, en Grande-Bretagne, et aux États-Unis entre 1815 et 1889³².

Le XIX^e siècle : période de paix relative avec la fin des guerres napoléoniennes (1815)

Accroissement significatif du nombre de brevets délivrés dans les 5 grandes puissances que sont l'Autriche-Hongrie, la France, les États-Allemands, la Grande-Bretagne et les États-Unis

Plusieurs types de brevets :

- d'invention
- d'importation
- d'introduction
- d'extension

▼ XIX^e siècle : l'avènement du brevet moderne

2000

1900

1801

0

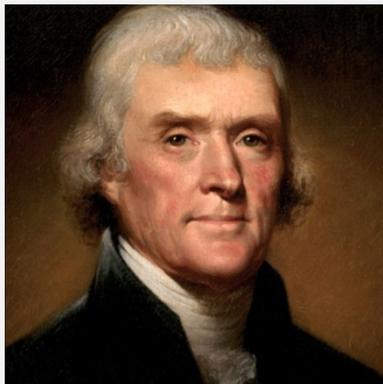


Aucune uniformité : contenu de la demande, type d'examen, durée de la protection

Par exemple en France, la loi sur les brevets de 1844 stipulait que les brevets sont délivrés « **sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs, et sans garantie** soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description. »

Ainsi, des brevets avec les initiales **S.G.D.G.** (Sans Garantie Du Gouvernement) furent délivrés en France jusqu'en 1968!

▼ XIX^e siècle : l'avènement du brevet moderne



Thomas Jefferson

États-Unis

Comité d'examen dès 1790 :

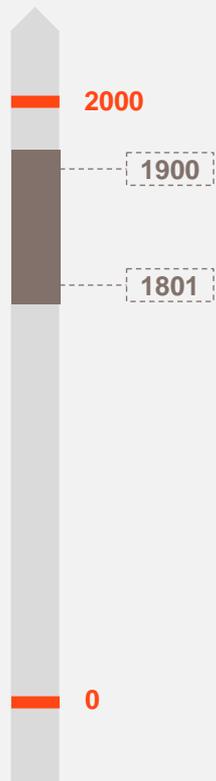
- le secrétaire d'État **Thomas Jefferson**
- le secrétaire à la guerre **Henry Knox**, et
- l'Attorney General (ministre de la justice) **Edmund Randolf**

1793-1836 : Examen de forme seulement

1802 : création du « **United States Patent Office** »

4 juillet 1836 : Réinstauration d'un **examen approfondi** portant sur la nouveauté, la suffisance de la description et l'utilité

▼ XIX^e siècle : l'avènement du brevet moderne



Durée :

Début du XIX siècle : 14 ans dans plusieurs pays

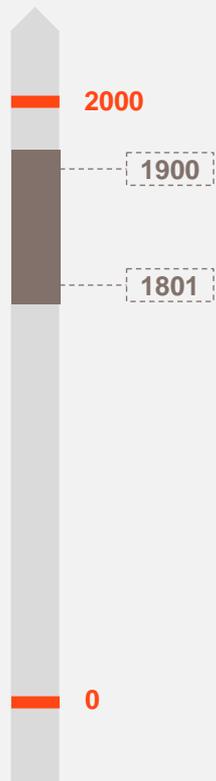
France : choix de 5, 10 ou 15 ans

1832 : Introduction des taxes de maintien en Autriche

1854 : Belgique première à étendre à 20 ans

1861 : 17 ans aux États-Unis

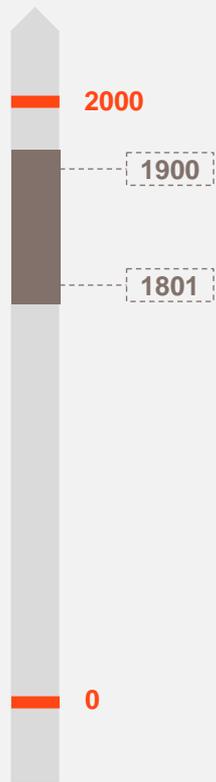
▼ XIX^e siècle : l'avènement du brevet moderne



Améliorations progressives :

- la **publication obligatoire** du brevet délivré (Autriche 1832)
- Inclusion, à la fin de la description, d'une ou de plusieurs **revendications** (Angleterre, 1883)
- Instauration d'un **droit de priorité** sur une demande déposée à l'étranger (États-Unis 1839, Canada 1872)

▼ XIX^e siècle : l'avènement du brevet moderne



Charpente du brevet moderne est en place :

- La notion de **privilège** accordé selon le bon vouloir du souverain est **disparue**
- **Procédures** de délivrance sont jugées **acceptables**
- **Formation des juristes** et des **ingénieurs spécialisés**
- **Popularité croissante des inventeurs** auprès du grand public, notamment lors des Expositions Universelles.
- **Prestige tangible des brevets**

L'idée d'un **brevet mondial** commence alors à germer

1883 : Convention de Paris

2000

1883



Crystal Palace, Londres (1851)

0

2^e moitié du XIX^e siècle : Universalisme

- Expositions Universelles (13 entre 1851-1900)

Problèmes des inventeurs :

- impensable de déposer simultanément dans plusieurs pays
- « piratage » des inventions (nouveau local)

Congrès internationaux de la propriété industrielle :

- Vienne (1873)
- Paris (1878)

Conférence diplomatique sur la PI (Paris, 1880) et **Convention de Paris (1883)** :

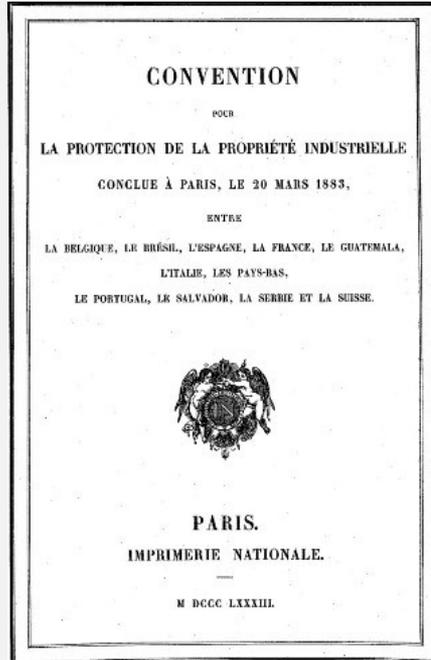
- initialement 11 États
- 175 États membres aujourd'hui (Canada 1925)

1883 : Convention de Paris

2000

1883

0



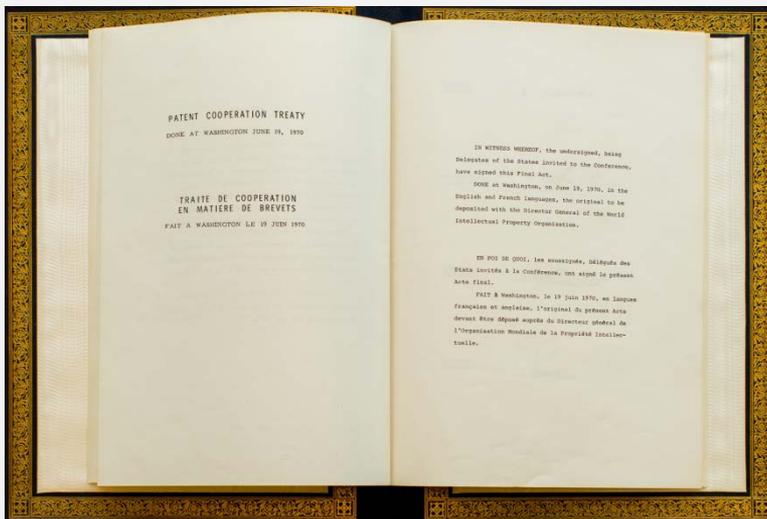
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle :

- Mêmes protections et privilèges aux demandeurs étrangers et locaux
- Validité d'un brevet est indépendante dans chaque pays (n'était pas le cas auparavant)
- Délai de grâce pour inventions présentées lors des expositions universelles (rare exception qui persiste)
- INSTAURATION D'UN DROIT DE PRIORITÉ
 - Originellement 6 mois
 - 1 an (1900)
- Révisée et modernisée : Bruxelles (1900), Washington (1911), La Haye (1925), Londres (1934), Lisbonne (1958), Stockholm (1967), Paris (1979)

XX^e siècle : Accords internationaux

2000

1978



0

- La création de la Classification Internationale des brevets (1954)
- *Organisation Africaine de la Propriété intellectuelle* (OAPI) en 1962;
- *African Regional industrial Property Organization* (ARIPO) en 1976
- Organisation Européenne des Brevets (1973)
- **Union Internationale de Coopération en matière de Brevets (*Patent Cooperation Treaty; PCT*)** en 1970
 - 152 parties contractantes
 - Canada : en vigueur depuis 1990

XX^e siècle : Accords internationaux



2000

1978

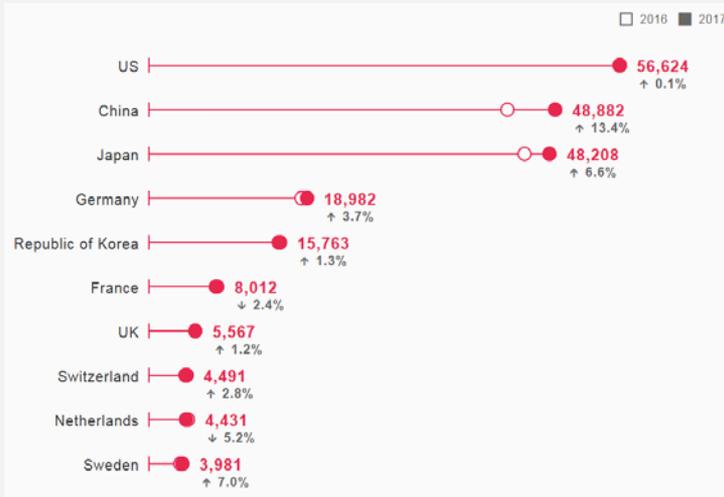


0

- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en 1967
- Traité de Budapest (1977);
- Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC ou *TRIPs Agreement*) (1995)
- Convention Eurasienne sur les Brevets (1995)
- Traité sur le droit des brevets (« *Patent law treaty* ») en 2000
- Brevet unitaire Européen (??)

Présent et Avenir

2000 ≥ 2018

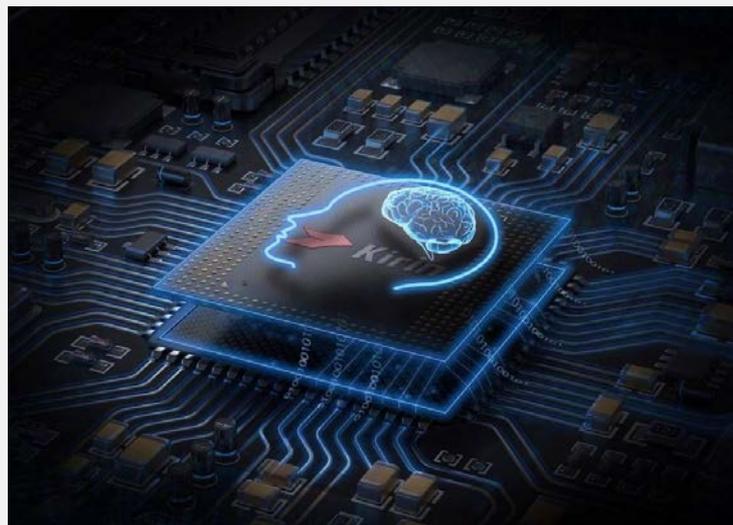


Dépôt de demande PCT. Source OMPI

- Mondialisation et importance croissante de la Propriété Intellectuelle
- Global en 2017 :
 - 3.1 million brevets
 - 1.2 million dessins industriel
 - 9.8 million marques de commerce
- 2017 : nouvelle année record de dépôt de demande PCT
 - Environ 243,500 demandes
 - 4.5% de plus qu'en 2016 (8 années d'augmentation)
- Importance grandissante de l'Asie : Chine, Japon et Corée du Sud

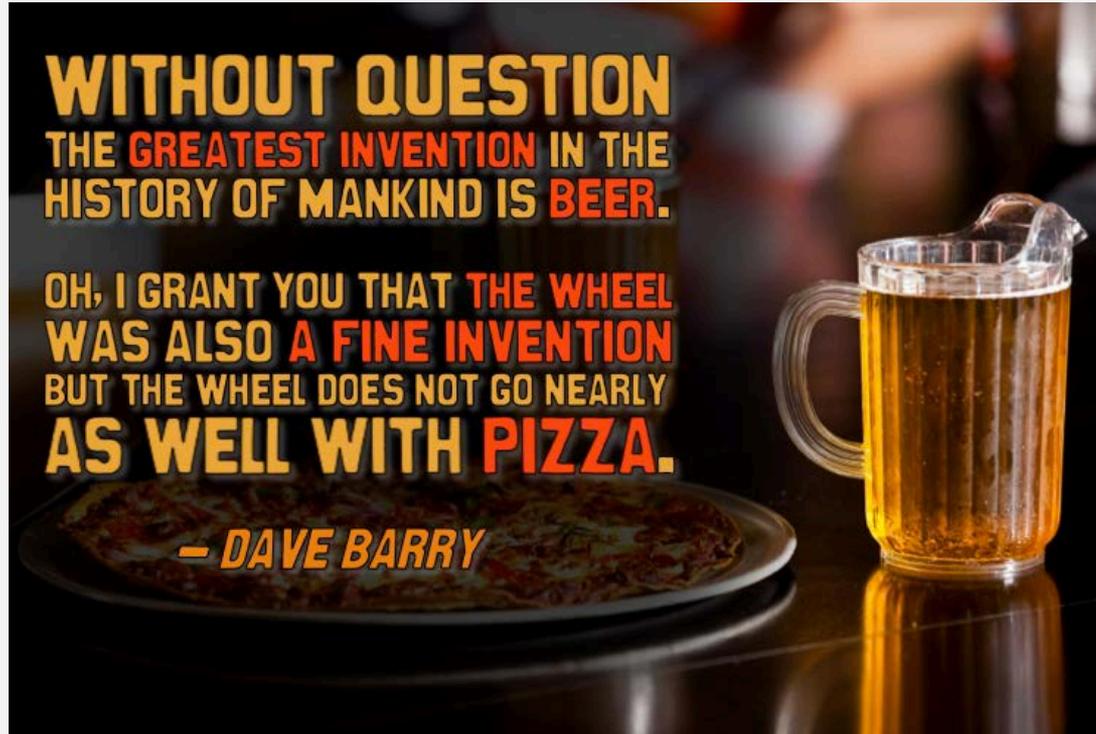
▼ Présent et Avenir

- Poursuite de la croissance du nombre de dépôt
- Uniformisation des lois et règles
- Dépôt électronique et bases de données
- Rôle de l'Intelligence Artificielle?



Source : pixelmedia.bg

▼ Citation



▼ Questions



Serge Lapointe, PhD

Associé et Agent de brevets

514 397 5219

slapointe@fasken.com

FASKEN